

## Racisme et migrations : entre incompatibilité des cultures et lutte contre le chômage<sup>1</sup>

Le racisme s'est depuis longtemps stabilisé dans le monde occidental autour de ce qu'Étienne Balibar a appelé le « complexe de l'immigration »<sup>2</sup>. Il faut comprendre le terme « complexe » au sens psychanalytique : des contenus psychiques (représentations, souvenirs, projections, fantasmes, affects) partiellement ou totalement inconscients, qui constituent un ensemble organisé, de sorte que l'activation de l'un déclenche l'activation des autres.

Le racisme doit également être compris non seulement comme un fait psychique, mais aussi comme l'ensemble de structures, institutions, rapports sociaux qui produisent et reproduisent l'extraction de quantité et de qualité de vie de certains groupes au profit d'autres<sup>3</sup>.

Dans cet article, nous nous concentrerons principalement sur l'infrastructure argumentative du complexe de l'immigration : nous analyserons deux types d'argumentations qui, mobilisés le plus souvent (mais pas seulement) par la droite nationaliste, donnent une cohérence à l'ensemble de représentations du racisme contemporain.

Fabio Bruschi

Novembre 2022

### Incompatibilité entre cultures

Le premier type d'argumentation de la droite nationaliste est de type culturaliste, et permet au racisme de perdurer lorsque le racisme

biologisant (l'affirmation de la supériorité biologique d'une race sur une autre) devient irrecevable. C'est l'argument de l'« incompatibilité entre cultures ». Dans cette première partie,

<sup>1</sup> Des parties de cet article ont été précédemment publiées dans « De Marx à Salvini. L'« armée industrielle de réserve » dévoyée », *Démocratie*, Avril 2020 et « Education et décolonisation de la pensée », *Analyse ARC*, 2018.

<sup>2</sup> Cf. Balibar E., « Y a-t-il un « néo-racisme » ? », in *Race nation classe. Les identités ambiguës*, Paris, La Découverte, 1997.

<sup>3</sup> Voir la définition de N. Ajari dans « Née de la lutte : la philosophie africaine-américaine face à la mort prématurée des noirs », *Permanences critiques*, n° 1, juin 2022.

j'identifierai les défis spécifiques qu'il pose à l'antiracisme.

L'ancien antiracisme basait sa stratégie sur deux arguments devenus inefficaces, voire contreproductifs dès lors que ce néo-racisme les concède sans hésiter pour en faire précisément le cœur de sa propre argumentation. On trouve une formulation classique de ces deux arguments dans la brochure *Race et histoire* rédigée en 1952 pour l'Unesco par Claude Lévi-Strauss :

1) au sens scientifique du terme, il n'y a pas de races humaines ; ce ne sont pas les gènes qui déterminent les aptitudes et les comportements des individus, mais leur culture ;

2) la diversité des cultures constitue la richesse de l'humanité: « *La contribution des cultures ne consiste pas dans la liste de leurs inventions particulières, mais dans l'écart différentiel qu'elles offrent entre elles* »<sup>4</sup>.

De ces deux arguments, le néo-racisme tire la conclusion que le mélange des cultures, entraînant l'effacement de leurs spécificités et leur homogénéisation, constitue une forme de décadence pour l'humanité dans son ensemble. Il s'agit donc d'un racisme « qui, à première vue, ne postule pas la supériorité de certains groupes ou peuples par rapport à d'autres, mais 'seulement' la nocivité de l'effacement des frontières,

l'incompatibilité des genres de vie et des traditions »<sup>5</sup>.

À quoi il faut ajouter que l'abandon de la prétention de hiérarchiser les cultures est plus apparent que réel, car le fait de s'intégrer à la culture nationale d'un pays occidental sera toujours présenté par le néo-racisme comme un progrès, un accès à un niveau supérieur d'humanité, de civilisation. Le néo-racisme oscille donc sans cesse entre exclusion (« la différence ne peut exister que loin de nous ») et assimilation (« ici on ne peut être que comme nous »).

D'où le défi caractéristique de l'antiracisme sur le plan de la culture : comme le soutient Anne-Claire Orban, « *le mouvement antiraciste se trouve dans la délicate position de condamner le racisme culturaliste (l'enfermement d'un individu dans une 'bulle culturelle'), tout en reconnaissant la diversité des modes de vie et en permettant à chacun d'adopter le mode désiré* »<sup>6</sup>.

Il est intéressant de noter que la droite nationaliste, dans ses versions les plus militantes, associe à ce racisme culturaliste un argument qui effleure l'anti-capitalisme : l'effacement des spécificités culturelles, c'est-à-dire la constitution d'une culture mondiale homogène, serait la contrepartie du déploiement sur le plan économique des logiques de la mondialisation. Les plus

<sup>4</sup> Lévi-Strauss C., « Race et histoire », *Anthropologie structurale 2*, Paris, Plon, 1973, p. 417.

<sup>5</sup> Balibar E., « Y a-t-il un "néo-racisme" ? », pp. 22-23.

<sup>6</sup> Orban A.-C., « Racisme et antiracisme partagent une tartine de sirop », *La Libre*, 24 août 2015.

audacieux ne se privent d'ailleurs pas de renforcer cet argument économique à travers un discours à l'allure écologiste, soulignant les conséquences de la mondialisation sur l'environnement. Le tout se résume dans une invitation romantique au retour à une économie fermée, voire circulaire, respectueuse des territoires et de leurs équilibres naturels, où des capitalistes et des travailleur·ses partageant une même culture pourraient finalement mener une lutte des classes civilisée pour la gloire d'une Patrie roulant à travers l'histoire éternellement égale à elle-même.

## Lutte contre le chômage

### *L'argument de droite*

C'est par ce biais « économique » que le premier type d'argumentation de la droite nationaliste accouche du deuxième, qui est aujourd'hui – comme dans toute période de crise structurelle – particulièrement en vogue. Cet argument ne prétend pas mobiliser directement le référentiel culturel, mais seulement celui socio-économique. C'est ici, par-delà l'antiracisme, toute tentative de penser l'immigration d'un point de vue de gauche qui risque d'être prise au dépourvu.

Il s'agit de l'idée selon laquelle les pays occidentaux seraient aujourd'hui envahis par des

armées de travailleur·ses immigré·es « prêt·es à tout », ce qui produirait une augmentation du chômage et permettrait aux capitalistes de faire baisser les salaires et d'empirer les conditions de travail de l'ensemble des travailleur·ses (les plus complottistes soutenant que le capitalisme transnational irait jusqu'à « déporter » activement des étranger·ères vers l'Europe).

En d'autres termes, l'argument revient à dire que dans telle ville, région, État, il y aurait, à cause de l'immigration, trop de travailleur·ses, et que cela produirait une augmentation de la pauvreté. Le discours de la droite nationaliste revient ainsi à ressasser un vieil argument qui remonte à l'économiste anglais Thomas Malthus : comme la population augmenterait plus rapidement que les ressources, des situations de surpopulation absolue – engendrant des crises démographiques et économiques – devraient nécessairement se produire. En gros, le chômage et la pauvreté seraient dus à la fertilité excessive des classes populaires. Les partis de droite nationalistes, faisant face au problème que les travailleur·ses « autochtones » font aujourd'hui peu d'enfants, ont trouvé une explication encore plus obtuse : la pauvreté en Europe est une conséquence de la « fertilité excessive des Africains »<sup>7</sup>.

<sup>7</sup> Vanetti M., *Lotta di classe, mormorò lo spettro*, URL : <https://www.wumingfoundation.com/giap/2018/06/marx-immigrazione-puntata-1/> et <https://www.wumingfoundation.com/giap/2018/06/lenin-immigrazione-puntata-2/>.

A cette tendance, il faudrait, une nouvelle fois, opposer un retour fantasmatique à un capitalisme national qui trouve un équilibre entre croissance économique et croissance de la population dans une situation de plein emploi où tout le monde adhère avec une joyeuse discipline à la « valeur travail ».

On pourrait déjà opposer à ce type d'argument des analyses montrant que l'immigration ne pose aucun problème spécifique en ce qui concerne l'emploi : par exemple, là où les capitalistes sont convaincus de pouvoir obtenir un retour sur investissement convenable, le taux de chômage sera bas qu'il y ait ou pas une immigration importante et, inversement, le taux de chômage sera élevé – indépendamment de l'immigration – là où les capitalistes n'investissent pas. On pourrait aussi ajouter, contrairement à ce qu'affirme la droite nationaliste, que les immigré-es rapportent davantage aux caisses de l'Etat que ce qu'ils/elles perçoivent et qu'ils/elles ne « volent » pas le travail des Belges, en raison du phénomène, qui mériterait d'ailleurs lui-même une analyse critique approfondie, de l'« ethnostratification du marché du travail »<sup>8</sup>.

### **La réponse marxiste**

Il est toutefois utile, depuis une position de gauche plus radicale, de revenir à Marx, qui a fait

radicalement pièce à l'idée même selon laquelle il y aurait des situations de surpopulation absolue pour avancer que, dans le mode de production capitaliste, la surpopulation est toujours relative aux exigences de valorisation du capital. En d'autres termes, il existe un rapport de consubstantialité entre capitalisme et chômage.

Dans *Le Capital*, Marx explique qu'une somme quelconque d'argent n'est du capital que si elle s'inscrit dans un processus par lequel, à travers le travail accompli par les travailleur-ses avec les moyens de production, elle produit une somme d'argent augmentée. Cette somme est en principe à son tour – une fois que les dépenses liées à la consommation des capitalistes en ont été retirées – réinvestie pour obtenir encore plus d'argent. On appelle ce processus « accumulation capitaliste ». La somme d'argent réinvestie – qui est produite par le travail des travailleur-ses – tend donc à s'accroître continuellement.

Or, imaginons une société capitaliste où le nombre de travailleur-ses disponibles ne change pas. Dans cette situation, le résultat de l'accumulation capitaliste serait d'attirer vers le capital de plus en plus de travailleur-ses : la demande en travail augmenterait, ce qui produirait une hausse des salaires. Cela peut en effet bien arriver dans

<sup>8</sup> Cf. CSC, *Argumentaire pour déconstruire les préjugés sur les réfugiés, les migrants et les sans-papiers*.

les phases expansives du cycle économique.

En même temps, cette augmentation de salaire ne peut jamais dépasser le seuil au-delà duquel les capitalistes retireraient un gain trop bas de leur investissement, parce que dans ce cas ils investiraient moins, la demande en travail diminuerait, des travailleur·ses seraient refoulé·es et les salaires baisseraient jusqu'à un niveau acceptable pour les exigences de valorisation du capital. Mais surtout, le capital est très attentif à faire en sorte que le rapport entre offre et demande en travail ne s'approche pas de ce seuil, et pour ce faire il dispose de plusieurs ressources lui permettant d'accumuler du capital sans attirer plus de travailleur·ses et même en en refoulant de plus en plus : il peut allonger le temps de travail et intensifier le travail des travailleur·ses actif·ves (éventuellement avec des augmentations de salaire modérées), investir plus en moyens de production qu'en force de travail, investir dans du « capital fictif ». Il peut également investir dans des régions où les salaires sont plus bas.

De sorte que non seulement le chômage est reproduit cycliquement par le capitalisme suivant la phase expansive ou récessive du cycle économique, mais en plus le capitalisme peut contrôler le mécanisme de l'offre et de la demande en travail en se

donnant ce que Marx appelait une « armée industrielle de réserve », garantissant que ses exigences de valorisation ne soient pas perturbées par les phases du cycle économique. Ainsi, « l'armée industrielle de réserve exerce une pression sur l'armée ouvrière active pendant les périodes de stagnation et de prospérité moyenne et tient en bride ses exigences pendant la période de surproduction et de paroxysme. La surpopulation relative est ainsi l'arrière-plan sur lequel évolue la loi de l'offre et de la demande en travail »<sup>9</sup>.

Cette petite déduction permet de démontrer que l'immigration n'est au plus qu'un facteur secondaire – et sûrement pas la cause – de la reconstitution incessante de la division entre armée industrielle active et de réserve, car cette division se reproduirait même en l'absence de toute forme d'immigration.

Il est surtout clair que les mesures proposées actuellement pour réguler ou bloquer l'immigration ont pour seul effet non pas de réduire l'armée industrielle de réserve, mais de mettre certaines de ses composantes dans des conditions d'existence de totale insécurité, ce qui les rend encore plus exploitables.

Ainsi, ce que la droite nationaliste (mais pas seulement) présente comme le « problème de l'immigration » ou la « crise migratoire » est un autre

<sup>9</sup> Marx K., *Le Capital*, Livre I, Paris, P.U.F., 1993, pp. 717-718.

problème: celui des exigences de valorisation du capital et, plus fondamentalement, du chômage comme condition d'existence du mode de production capitaliste. En prenant l'un pour l'autre, la droite nationaliste œuvre à la division de la classe travailleuse en promouvant une gestion par l'État des flux migratoires suivant les intérêts donnés du capital, qu'il soit national ou transnational.

Il est évident que, dans une société où tout le monde travaillerait non pas au service de l'accumulation infinie du capital, mais afin de satisfaire les besoins essentiels de la population – lesquels sont, contrairement à l'accumulation du capital, finis –, si des travailleur·ses nouveaux·lles souhaitent contribuer à l'effort commun, cela se traduirait en une diminution du travail de chacun·e. On ne pourrait donc que s'en réjouir. Le fait que le système capitaliste nous conduise à renverser totalement – et finalement à oublier – ce principe élémentaire devrait constituer l'une des pièces les plus lourdes dans le dossier de sa critique.

## Conclusion

On peut alors se demander quelle stratégie d'action le mouvement ouvrier peut se donner pour développer une politique de l'immigration anticapitaliste. Je me limiterai ici à esquisser deux pistes.

Il faut d'abord arrêter de se rapporter aux immigré·es comme à des travailleur·ses « prêt·es à

tout », en relevant, au contraire, qu'ils/elles ont joué un rôle clé, parfois dans une solitude éclatante, dans certaines mobilisations ouvrières parmi les plus importantes des dernières années. De sorte que les immigré·es sont plutôt, comme en général de plus en plus de travailleur·ses qui subissent de plein fouet les conséquences du capitalisme néolibéral, prêt·es à tout... pour obtenir, faire respecter et élargir leurs droits.

Ce qui signifie que le seul « problème de l'immigration » qui devrait se poser pour le mouvement ouvrier, c'est d'assurer aux travailleur·ses immigré·es les conditions pour prendre part à sa mission: « organiser (...) une action planifiée commune aux travailleurs occupés et aux travailleurs inoccupés, pour briser ou affaiblir les conséquences funestes sur leur classe de [la] loi naturelle de la production capitaliste »<sup>10</sup>. Ce qui implique de lutter pour garantir aux travailleur·ses immigré·es non seulement des conditions d'existence dignes (par exemple la possibilité de rester sur le territoire dans la sécurité), mais aussi une représentativité appropriée au sein des instances du mouvement ouvrier institué.

Il faut également à tout prix recouvrer la dimension internationaliste du mouvement ouvrier. Il faut en effet reconnaître que, s'il y a une immigration qui aujourd'hui affecte les conditions de travail, c'est celle, intra-

<sup>10</sup> K. Marx, *Le Capital*, op. cit., p. 718

européenne, qui est régulée par des normes comme la « directive Services ». Or, ici aussi, le problème n'est pas posé par les mouvements des travailleur·ses en soi, mais par des normes qui s'en servent pour produire du « dumping social ». C'est donc aussi à ce niveau-là que la lutte doit se situer.

Plus globalement, rappelons que l'Association internationale des travailleurs était née, il y a plus que 150 ans, non pas pour assurer un

rapport équilibré entre travail et capital à l'échelle d'une nation, mais afin d'apporter un soutien aux travailleur·ses en lutte contre le capitalisme dans le monde entier.

Numéro de dépôt légal : D\2022\5991\80

